

## Titre II : Des certificats de navigabilité et des laissez-passer marocains

### Chapitre III : Délivrance des certificats de navigabilité et des laissez-passer

Article 7 : Définitions : Vérification : Ensemble des opérations de toute nature que les services officiels estiment nécessaires pour constater qu'un aéronef (ou élément d'aéronef) satisfait dans son ensemble et dans chacune de ses parties constituantes aux conditions techniques de cet arrêté qui les concernent.

Modification majeure : Modification nécessitant, de l'avis des services officiels, une vérification supplémentaire pour le maintien du certificat de navigabilité.

Modification mineure : Modification ne nécessitant pas, de l'avis des services officiels, une vérification supplémentaire pour le maintien du certificat de navigabilité.

Aéronef (ou élément d'aéronef) prototype : Le premier aéronef (ou élément d'aéronef) pour lequel la vérification sera sollicitée.

Aéronef (ou élément d'aéronef) de série : Tout aéronef (ou élément d'aéronef) identique dans ses parties soumises à vérifications à un aéronef prototype ou n'en différant que par des modifications n'affectant pas ses caractéristiques essentielles du point de vue forme, construction ou fonctionnement.

Variante d'aéronef (ou élément d'aéronef) : Tout aéronef (ou élément d'aéronef) dérivé d'un prototype par altération d'une au moins de ses caractéristiques essentielles du point de vue forme, construction ou fonctionnement,

Aéronef (ou élément d'aéronef) de référence : Aéronef (ou élément d'aéronef) spécialement désigné comme référence par rapport aux autres exemplaires de la série afin de répéter très exactement les modifications.

Article 8 : Désignation des aéronefs (ou éléments d'aéronefs) sujets à vérification.

1. Tout aéronef (ou élément d'aéronef) sujet à vérification doit faire l'objet d'une désignation comprenant la raison sociale du constructeur et permettant de distinguer du type primitif les différentes variantes.

Les différents exemplaires de la série sont désignés par la suite des nombres.

Article 9 : Services ou organismes compétents.- Pour la délivrance, la validation ou le retrait des certificats de navigabilité de type et des certificats de navigabilité individuels normaux, spéciaux ou restreints, ainsi que des laissez-passer, le ministre des travaux publics et des communications fait effectuer les vérifications qu'il juge nécessaires par les services qualifiés qui peuvent :

Soit relever du ministre des travaux publics et des communications, ou de tout autre organisme gouvernemental ; ces services sont alors dénommés dans le texte du présent arrêté services officiels ;

Soit être constitués par des organismes délégués à cet effet par le ministre des travaux publics et des communications conformément aux textes en vigueur ; ces organismes sont alors dénommés dans le présent arrêté Autorité compétente ou Société de classification agréée .

Article 10 : Procédure de délivrance des certificats de navigabilité aux aéronefs de construction marocaine.- Les certificats de navigabilité individuels normaux ou spéciaux, avec leurs mentions d'emploi, sont délivrés et maintenus, pour les aéronefs construits au

Maroc, si les services officiels estiment qu'ils satisfont à certaines conditions techniques précisées à l'article 16 ci-après.

Ils peuvent être retirés si les services officiels estiment qu'il n'y satisfait plus. En outre, le certificat de navigabilité d'un aéronef satisfaisant auxdites conditions peut être retiré si cet aéronef présente, à l'usage, des risques ou des dangers qui n'auraient pas été prévus dans celles-ci.

Les interventions des services qualifiés ont pour but de constater que l'aéronef (ou élément d'aéronef) soumis à vérification satisfait à l'ensemble de ces conditions techniques. Toutes facilités pour exercer ces interventions doivent être accordées aux représentants de ces services par l'industriel constructeur, dont les obligations sont les suivantes :

#### A. Prototype

Le constructeur qui désire soumettre un aéronef (ou élément d'aéronef) à vérification en vue de la délivrance du certificat de navigabilité de type doit fournir aux services qualifiés :

- a) Un dossier technique complet comportant toutes justifications jugées nécessaires par les services officiels pour s'assurer que les conditions techniques de vérification prévues par le présent arrêté sont satisfaites. Les résultats complets des essais effectués, les indications nécessaires à la conduite des essais officiels et le manuel de vol doivent notamment figurer au dossier technique ;
- b) Un certificat de conformité signé du constructeur et établi sous sa propre responsabilité certifiant que l'aéronef (ou élément d'aéronef) présenté à la vérification est conforme aux documents fournis et, en particulier, au dossier technique ;
- c) Les justifications nécessaires pour maintenir la validité du certificat de navigabilité de type soit dans le cas où il désire apporter des modifications, soit dans le cas où l'expérience conduit ces services à exiger des modifications, en particulier sous forme de consignes de navigabilité.

#### B. -Série

Le constructeur qui désire soumettre un aéronef (ou élément d'aéronef) de série à vérification doit :

- a) Fournir à l'autorité compétente tous moyens propres à vérifier l'identité de l'aéronef (ou élément d'aéronef) de série avec l'aéronef ayant reçu le certificat de navigabilité de type. En particulier, doivent être approuvés par cette autorité compétente les moyens et les opérations de contrôle destinés à vérifier cette identité ;
- b) Etablir et fournir régulièrement tous les documents nécessaires à l'entretien ;
- c) S'engager par écrit à informer systématiquement tous les utilisateurs des modifications ou inspections obligatoires.

Article 11 : Procédure de délivrance des certificats de navigabilité aux aéronefs de construction étrangère.- Les certificats de navigabilité individuels délivrés par un pays étranger à des aéronefs appartenant à des propriétaires marocains, mais construits à l'étranger, peuvent être échangés contre des certificats de navigabilité individuels marocains. Cet échange, qui n'est pas de droit, est, dans tous les cas, subordonné au respect des conditions suivantes :

A. Un certificat de navigabilité de type pour importation peut être délivré à un modèle d'aéronef présenté par un constructeur étranger si les autorités responsables du pays constructeur certifient que ce modèle satisfait soit aux exigences des règlements marocains, soit aux exigences des règlements du pays du constructeur auxquelles s'ajouteraient toutes exigences particulières notifiées par les services officiels marocains au moment de la demande de certificat de navigabilité de type pour importation, afin d'assurer un niveau de navigabilité équivalent à celui des aéronefs construits et certifiés au Maroc.

De plus, il est exigé du constructeur la fourniture aux services officiels marocains par l'intermédiaire des autorités responsables de son pays ou avec leur accord, de tout ou partie des documents suivants, ainsi que cela lui aura été notifié lors de la demande de certificat de navigabilité de type pour importation :

La liste complète des règlements nationaux ayant servi de base à la délivrance du certificat de navigabilité étranger ;

La liste complète des dérogations à ces règlements éventuellement accordées par les autorités étrangères pour la certification du type d'aéronef en cause ;

Tous les documents justificatifs de la procédure de certification du type de l'aéronef considéré, rédigés, sauf accord particulier donné au moment de la demande, dans l'une des langues officielles de l'O.A.C.I. ;

Tous les documents nécessaires pour l'utilisation et l'entretien des aéronefs ; ceux nécessaires pour l'utilisation courante doivent être rédigés en français, sauf accord particulier donné au moment de la demande ; L'engagement écrit du constructeur étranger de fournir régulièrement toutes les informations nécessaires pour permettre le maintien de l'aéronef dans un état satisfaisant de navigabilité.

En outre, le ministre des travaux publics et des communications peut, s'il l'estime nécessaire, subordonner la délivrance de certificat de navigabilité de type pour importation à :

La vérification par les services officiels marocains au moyen d'essais au sol et en vol de toutes les données jugées utiles ;

La satisfaction d'exigences identiques à celles du règlement marocain dans tous les cas où les exigences du règlement étranger seraient inférieures et, par voie de conséquence, l'exécution de modifications de l'aéronef et/ou des documents annexés aux certificats de navigabilité.

B. Les aéronefs construits à l'étranger dont le modèle a reçu un certificat de navigabilité de type pour importation marocain peuvent recevoir des certificats de navigabilité individuels marocains normaux, si leurs constructeurs satisfont aux conditions imposées à l'article 10-b ci-dessus.

La conformité à ces exigences doit faire l'objet d'une attestation de la part des autorités responsables du pays des constructeurs.

Les services qualifiés marocains ont la faculté de procéder à toutes vérifications et de demander toutes justifications qu'ils jugent nécessaires.

Article 12 : Modifications : Toute modification intéressant un aéronef (ou élément d'aéronef) ayant reçu antérieurement un certificat de navigabilité doit faire l'objet d'un dossier de modifications, établi suivant les mêmes règles que pour l'établissement du dossier technique du prototype.

Le dossier des modifications doit être soumis aux services officiels pour approbation et complètera le dossier technique correspondant.

Toutefois, s'il s'agit d'une modification mineure, telle que définie à l'article 7 ci-dessus, elle peut être approuvée par la société de classification agréée. Toute décision de cette société conserve un caractère provisoire pendant un délai de deux mois, au cours duquel ladite décision doit être examinée par les services officiels. Si, à l'issue de ce délai, aucune objection n'a été formulée par lesdits services, la décision de la société de classification agréée est réputée être entérinée par leurs soins.

Il est recommandé aux utilisateurs qui voudraient apporter une modification à leur aéronef de faire étudier ou présenter cette modification par l'industriel responsable de la conception du type de l'appareil original.

Article 13 : Laissez-passer : Les laissez-passer peuvent être délivrés dans les cas suivants :

a) A la place d'un certificat de navigabilité individuel dont l'établissement est retardé pour une raison quelconque, bien que l'aéronef satisfasse à toutes les conditions techniques de délivrance ;

b) Pour permettre des vols de contrôle :

Soit en vue de la délivrance d'un certificat de navigabilité individuel à un aéronef de série terminé de fabrication, dont le modèle a reçu un certificat de navigabilité de type ;

Soit en vue de la remise dans la situation V prévue à l'article 17, du certificat individuel de navigabilité d'un aéronef qui a été mis dans la situation R prévue audit article, pour une raison quelconque ;

c) Sous toutes réserves jugées utiles, à des aéronefs en cours d'expérimentation ;

d) Sous toutes réserves jugées utiles, pour permettre des vols de convoyage à des aéronefs dont la validité du certificat de navigabilité est expirée et aux aéronefs en cours d'importation.

La délivrance d'un laissez-passer comporte pour son titulaire l'obligation d'apposer sur l'aéronef la marque distinctive qui est spécifiée dans ledit document.

Dans le cas c), la marque distinctive spécifiée est composée des lettres CN suivies d'un tiret et d'un groupe de quatre lettres dont la première sera un W.

Ces marques doivent être dans leurs dimensions et leur emplacement conformes aux dispositions en vigueur.

Article 14 : Responsabilité en cas d'accident. :

1. Pour tout accident survenu au cours des opérations de contrôle prévues par le présent arrêté, le propriétaire a la responsabilité des risques de toute nature, y compris les dommages causés aux tiers, mais non compris ceux causés au personnel de l'Etat prenant part au contrôle. Toutefois, pour les vols de vérification comportant le pilotage de l'aéronef par un agent des services officiels, l'Etat prend les risques à sa charge, à l'exception de ceux encourus par le personnel du propriétaire.

2. Pour tout accident survenu, en dehors des opérations de contrôle, sur un matériel vérifié, le propriétaire conserve l'entière responsabilité des risques de toute nature encourus.

Article 15 : Documentation associée au certificat de navigabilité. - Tout certificat de navigabilité n'est valable qu'associé à une documentation établie ou approuvée par les services officiels.

Cette documentation doit préciser :

Les caractéristiques principales de l'aéronef ;

Les caractéristiques et limites de fonctionnement et d'emploi avec tolérance correspondantes si elles existent ;

Tout autre renseignement jugé utile.

La composition de cette documentation résulte des textes en vigueur ou, à défaut, est fixée par les services officiels. Elle peut comprendre, suivant les cas, une fiche de navigabilité, un rapport ; de pesée, un manuel de vol, une liste des modifications appliquées, et un document précisant les équipements qui ne seraient pas déjà mentionnés dans les documents précédents.

Article 16 : Conditions techniques de délivrance du certificat de navigabilité et d'attribution des mentions : Ces conditions sont fixées par les textes réglementaires pris en application des dispositions du décret portant réglementation de l'aéronautique civile.

Chaque règlement est assorti de conditions générales d'application. Les modalités particulières à chaque aéronef sont déterminées par le ministre des travaux publics et des communications.

Toutefois, le ministre des travaux publics et des communications se réserve la faculté d'imposer des conditions spéciales s'il estime que, dans le cas particulier de l'aéronef considéré, ces conditions sont indispensables au maintien du niveau de sécurité requis.

Les règlements qui servent de base à la certification sont précisés au constructeur par le ministre des travaux publics et des communications lors de la demande de certification. Si les règlements en vigueur sont modifiés pendant la durée de la procédure de certification, le constructeur peut choisir entre l'application de l'ancien et celle du nouveau règlement, à condition que la demande de certification ne date pas de plus de trois ans.

Si une modification majeure intervient dans la définition de l'aéronef, le ministre des travaux publics et des communications est en droit de préciser à nouveau les règlements de certification.